

La police ne nous protège pas de la violence sociale, elle l'aggrave !

Rassemblons nous contre les violences policières et sociales, samedi 31 janvier, 10h30 place Notre-Dame !

Deux semaines après la mort d'El Hacem Diarra, tabassé par deux policiers au pied de son foyer de travailleurs, le syndicat policier Alliance appelle à des manifestations dans 23 villes. Ses représentants poursuivent ainsi la **campagne menée en faveur du projet de loi "visant à reconnaître une présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre, dans l'exercice de leurs fonctions"**. Soutenu par le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez, **ce texte prévoit que les policiers ayant blessé ou tué avec leur arme n'aient plus à démontrer qu'ils avaient de bonnes raisons de le faire**. Ce nouveau permis de tuer prolonge la loi Cazeneuve de 2017, qui autorise les policiers à faire feu pour bloquer l'accès à un bâtiment ou empêcher la fuite.

Cette campagne se double d'une tentative de peser sur les élections de mars, avec l'objectif de généraliser le port d'armes mortelles par les policiers municipaux. Les candidats Carignon (LR) et Gabriac (RN) ont ainsi annoncé rejoindre la manifestation policière. Tous mettent en avant l'argument de la sécurité pour justifier l'achat et l'usage croissant d'armes mortelles. Pourtant d'après les propres chiffres de la police (IGPN), qu'on ne peut soupçonner d'être "anti-flics", dans la seule année 2023, 37 personnes sont mortes et 91 autres ont été blessées au cours d'opérations policières. Pour eux, comme pour une grande partie des classes populaires, **l'armement de la police est, au contraire, un facteur d'insécurité**.

Les représentants d'Alliance ont conscience que les violences policières sont de plus en plus difficiles à dissimuler. Le représentant isérois du syndicat policier explique lui même que ses collègues sont "suremployés depuis le mouvement des gilets jaunes". Il en a fallu des coups de matraque pour maintenir l'ordre dans une société où le taux de pauvreté dépasse 15% tandis que les milliardaires ont vu leur fortune doubler depuis 2017. **C'est parce que la police est indispensable à cette politique au service des riches que son budget, celui de l'intérieur, est l'un des seuls à augmenter : 600 millions d'euros et 1600 postes supplémentaires prévus en 2026**. Pour chaque paire de flics embauchée, ce sont 5 postes d'enseignants qui disparaissent. Les piquets de grève comme à Vencorex, Arkema ou Teisseire, les manifestations de soignantes, d'enseignants, de cheminots ou d'agriculteurs ont visiblement convaincu le gouvernement qu'il avait besoin de plus de police pour maintenir la violence sociale.

La répression est d'ailleurs un business juteux qui n'échappe pas au patronat. Le 28 janvier dernier, on apprenait que l'entreprise du numérique **Capgemini avait un contrat avec l'ICE, la police de l'immigration américaine** qui terrorise la population. Ce "fleuron" du CAC 40 a été fondé à Grenoble en 1967 par Serge Kampf, un vieil ami d'Alain Carignon. Et comme si cela ne suffisait pas, *Capgemini* a prévu de licencier 2 400 postes. Un exemple criant que les violences policières sont liées à la violence sociale du capitalisme.

C'est cette violence sociale qui devrait être totalement supprimée. **Il faut en finir avec le pouvoir des patrons qui arment la police pour surveiller des logements vides, des usines qui ferment et des services publics qui se dégradent**. C'est pourquoi nous appelons à participer au rassemblement contre les violences policières qui se tiendra place Notre-Dame à 10h30 ce samedi 31 janvier.